



# COMPTES-RENDUS des réunions plénières

*24-25 octobre 2011 – Munich*

*(version condensée)*

---

## Division Textiles

---

La prolifération de conteneurs de collecte “non autorisés” s’est révélée préjudiciable pour les entreprises de recyclage officielles, déclara Olaf Rintsch, de Textil Recycling K&A Wenkhaus GmbH (Allemagne). Dans son rapport en sa qualité de Président de la Division Textiles du BIR, il expliqua aux délégués : “Il faut que nous fassions quelque chose”, d’autant plus que le marché des textiles récupérés originaux est actuellement “très concurrentiel”.

Partageant une même préoccupation par rapport aux agissements de “ceux qui ne respectent pas la loi”, le Président d’honneur de la division, Klaus Löwer, de Hans Löwer Recycling GmbH, (Allemagne), souligna qu’un manque de matières premières avait empêché les trieurs de constituer des stocks pour l’hiver. A titre d’exemple, il indiqua qu’aux Etats-Unis, les prix des originaux avaient grimpé de 10 à 25% selon la région.

Alan Wheeler, de la Textile Recycling Association (Royaume-Uni) alla jusqu’à dire : “La rentabilité des collectes diminue à mesure que la concurrence des collectes illégales se fait plus forte et que les vols de conteneurs se poursuivent.” Au Royaume-Uni, le National Fraud Intelligence Bureau a d’ailleurs lancé une campagne nationale de sensibilisation en raison des vols et de la fraude sur les sacs destinés aux œuvres caritatives, ajouta-t-il. De son côté, Mehdi Zerroug, de Framimex, soulignait plus spécifiquement le problème dû aux vols de conteneurs en abordant la situation du marché français.

Parmi les autres rapporteurs sur les autres marchés européens, Sauro Ballerini (Italie) déclara qu’il s’attendait à ce que le manque de textiles récupérés originaux pousse les prix à des niveaux élevés pour le reste de l’année. Quant à Pol T’Jollyn, de NV Recutex (Belgique), il insista sur le fait que “le chemin serait encore long” avant qu’on ne parvienne à trouver une solution à la concurrence subventionnée.

Faisant écho à l’annonce faite par M. Rintsch selon laquelle les travaux concernant la définition des critères de fin de statut de déchets pour les textiles usagés étaient en suspens, Michael Sigloch, de Gras & Sigloch GmbH & Co., fit savoir que l’Association fédérale allemande des matières premières secondaires et de la gestion des déchets (BVSE) était d’avis que les textiles et les chaussures usagés destinés à la valorisation et en réalité destinés à la réutilisation “n’avaient jamais été des déchets”. Ils ne devraient donc jamais être pris en considération pour les travaux sur les critères de fin du statut de déchet. Pour la fédération allemande, le public faisait don d’un vêtement ou de chaussures usagés en ayant dans l’idée que ces articles seraient réutilisés. Ils ne devenaient donc jamais des déchets.

Deux présentations furent ensuite faites par des représentants d'associations regroupant des fabricants de vêtements. Tout d'abord, Dina Mehta, Consultante Textile pour le European Outdoor Group, expliqua que cette organisation, qui avait pour but de représenter la profession à l'extérieur, avait créé un groupe de travail sur le développement durable afin d'améliorer l'empreinte environnementale du secteur. Elle invita les spécialistes du recyclage des vêtements, parmi lesquels les adhérents du BIR, à apporter leur contribution en leur disant : "Nous sommes bien conscients du fait que nous avons besoin de votre collaboration pour avancer et gérer la fin de vie de nos vêtements."

Le second présentateur, Kilian Hochrein, de W. L. Gore & Associates, fabricants de vêtements aux Etats-Unis, avança un argument semblable. S'exprimant au nom de la « Sustainable Apparel Coalition » dont les membres représentent environ 30% du chiffre d'affaires de détaillants du secteur de l'habillement, il confirma que cette coalition récemment créée, se réjouirait d'accueillir l'industrie du recyclage au nombre ses affiliés.

M. Löwer indiqua qu'une coopération avec ces organismes ne pouvait que contribuer à l'amélioration de l'image de l'industrie du recyclage des textiles.

---

## Comité Plastiques avec un accent particulier sur les DEEE

---

Au cours de cette réunion les délégués présents eurent droit à un « coup de projecteur » sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et les deux intervenants abordèrent d'ailleurs la question sous des angles très différents.

Le Professeur Rainer Koehnlechner, propriétaire et Directeur Général de l'entreprise Hamos GmbH (Allemagne) spécialisée dans le tri des matières plastiques, expliqua qu'il était possible d'obtenir des polymères très purs à partir de plastiques mélangés provenant des DEEE. En recourant par exemple à la technologie de la séparation par flottation et en incorporant une solution salée spéciale pour obtenir une séparation électrostatique, l'entreprise était - dit-il - capable de séparer l'ABS (le plastique à base d'acrylonitrile-butadiène-styrène), le polypropylène et le polystyrène à des degrés de pureté supérieurs à 98,5%. L'intervenant précisa en outre que ces produits finaux ne contenaient pas d'agents ignifuges. Il ajouta que l'usine de l'entreprise à Wersag près de Dresde atteignait déjà des taux de production horaire supérieurs à 2 tonnes.

L'autre conférencier invité à Munich était Tilman Baehr, du Ministère du développement urbain et de l'environnement allemand basé à Hambourg. Il désigna les agents ignifuges au brome comme une

composante problématique des déchets de plastique provenant des DEEE, et ajouta qu'aucun seuil à ne pas dépasser n'avait été fixé pour eux.

Confirmant que la révision de la Directive de l'UE sur les DEEE "touchait à sa fin" après une deuxième lecture au Parlement européen, M. Baehr suggéra qu'un meilleur tri à la source des déchets permettrait de limiter les problèmes techniques tout au long de la chaîne.

Faisant un bref résumé de la situation des marchés, Grégory Cardot, de Veolia Propreté (France), nota une légère baisse des activités depuis la mi-octobre sur le marché français des plastiques secondaires. Parallèlement, il y'a de gros problèmes d'engagement dans les ports en Chine et le marché est "sous pression", ajouta-t-il.

Le Président du Comité des Plastiques du BIR, Surendra Borad, de Gemini Corporation NV (Belgique), utilisa également l'expression "sous pression" pour décrire les prix des plastiques secondaires aux Etats-Unis. Quant au marché Indien, il déclara qu'il était "totalement inerte" car de nombreuses entreprises n'avaient pas pu renouveler leurs licences d'importation. Mais par ailleurs, ajouta-t-il, l'industrie nationale indienne du recyclage "se porte extrêmement bien" puisqu'on prétend qu'elle a atteint un taux de recyclage de 47%.

Bien que les perspectives économiques générales ne soient pas actuellement très positives, M. Borad annonça "un avenir doré" pour un secteur du recyclage des plastiques tout en expansion. En extrapolant les informations dont il disposait, il conclut que le chiffre d'affaires de l'industrie mondiale du recyclage progressait de 500 milliards d'USD l'an et qu'elle employait au moins 20 millions de personnes sur l'ensemble de la planète. Cette industrie "se développe à un rythme effréné, plus rapidement que le PIB mondial", ajouta-t-il.

---

## Division des Métaux Non Ferreux

---

Les vols de métaux et la fraude est "une malédiction" dans tous les secteurs de l'industrie des métaux non ferreux, et un problème que l'organisation mondiale du recyclage (le BIR) continue de suivre de très près, assura le Président de la Division, Robert Stein, de Alter Trading (Etats-Unis).

Ayant déclaré que des prix élevés incitaient certains "à l'escroquerie et aux opérations commerciales frauduleuses", il ajouta : "Certains de nos membres ont été victimes de fraude et de vol, et le BIR a invité ses adhérents, et il les invite encore, à prendre toutes les précautions et à se renseigner sur ceux qui veulent commercer avec eux, avant de conclure des contrats. Le BIR continue d'ailleurs à

collaborer avec les services de police internationaux et avec ses fédérations adhérentes sur ces questions difficiles.”

Résumant le contenu du dernier numéro du World Mirror de la Division des métaux non ferreux du BIR, Bianca Vicintin Abud, du Groupe Tecal Alumínio Da Amazonia LTDA/Metalur au Brésil, souligna également l'énorme préoccupation que représentaient les vols de métaux pour les recycleurs, et plus particulièrement au Mexique et en Afrique du Sud. Le dernier de ces deux pays interdit d'ailleurs la simple possession de fil de cuivre brûlé, “sous peine d'être passible d'emprisonnement plutôt que d'une amende”, déclara-t-elle. “On espère qu'une telle mesure réduira malgré tout les vols parce que dans la réalité il est possible d'identifier la provenance de fil isolé, mais pas celle du fil brûlé.”

L'intervenante fit également allusion à la nervosité croissante du secteur face à la situation de l'économie mondiale, les grands sujets de préoccupation étant plus particulièrement “la crise de la dette en Europe, la lenteur de la reprise aux Etats-Unis et l'intensification de la limitation du crédit en Chine”. Elle ajouta qu'en ce qui concernait les contrats dans le secteur, il y avait eu quelques “défauts de contrats à grande échelle, des fausses réclamations ou des plaintes pour non paiement, comme cela avait déjà été le cas pendant la récession il y a trois ans”. Elle fit également remarquer que selon ses informations émanant d'Europe occidentale, les récentes baisses de prix avaient incité des acheteurs, surtout en Asie et en Europe de l'Est, à “introduire des réclamations concernant le poids et la qualité, et même à envisager purement et simplement des annulations de contrat”.

M. Stein déclara quant à lui que dans une situation économique aux perspectives “pas particulièrement bonnes” dans la plupart des pays du monde, l'industrie des déchets de non ferreux savait quelles “difficultés l'attendaient”. Il se montra cependant confiant quant à sa capacité à survivre et même à se développer en ces temps difficiles en rappelant à son auditoire: “Nous y sommes déjà arrivés dans le passé.”

Trois orateurs prirent la parole au cours de la Table ronde des métaux non ferreux, parmi lesquels David Wilson, le Directeur de la recherche sur les métaux au département Corporate & Investment Banking de la Société Générale au Royaume-Uni qui annonça, pour l'année prochaine, des prix moyens de 7500-8000 USD la tonne pour le cuivre et de 2200-2400 USD la tonne pour l'aluminium. Michael Jansen, Directeur Général et Responsable de la recherche sur les métaux du Groupe Global Commodities chez JP Morgan suggéra quant à lui que le prix de l'or dépasserait les 2000 USD l'once d'ici la fin de l'année avant de se stabiliser à un niveau inférieur en 2012.

Enfin, John Woehlke, Directeur Général d'Evermore Recycling LLC aux Etats-Unis, souligna l'augmentation massive de la consommation mondiale de canettes en aluminium qui était attendue dans les années à venir. Il loua également le rôle joué par l'industrie du recyclage pour faire de la cannette “un produit très durable”.

---

## Comité des Aciers Inoxydables & Alliages Spéciaux

---

L'importance de l'usage que la Chine fera des ferrailles d'acier inoxydable continuera de dépendre du prix du nickel à la Bourse des métaux de Londres, déclara le conférencier invité à la réunion de ce Comité.

Sven Tollin, Statisticien en chef à l'International Nickel Study Group (INSG) au Portugal, souligna notamment la forte augmentation de la production chinoise de nickel (qui passa de zéro en 2005 à environ 170 000 tonnes en 2010), ainsi que "l'énorme" diminution des importations de ferrailles d'acier inoxydable du pays en 2009 qui approchaient les 380 000 tonnes mais qui reculèrent à 80 000 tonnes environ l'année dernière.

Il indiqua que la fonte de nickel était devenue l'option privilégiée par la Chine lorsque le prix du nickel était supérieur, à la Bourse des métaux de Londres, à 20 000 USD la tonne. Selon Barry Hunter, de Hunter Alloys LLC aux Etats-Unis, la capacité des producteurs d'acier inoxydable chinois à utiliser rapidement l'une ou l'autre de ces deux matières premières en fonction du prix du nickel à la Bourse des métaux de Londres représentait potentiellement "un changement fondamental sur le marché".

A Munich, les délégués apprirent également que l'INSG prévoyait des augmentations de l'utilisation du nickel primaire d'environ 6% en 2011 comme en 2012 ; toutefois, la production devrait faire un bond de 11% cette année et sans doute d'encore 9% en 2012. M. Tollin indiqua que par conséquent, il n'y aurait pas de pénurie de nickel primaire sur le marché dans un proche avenir.

Parallèlement, le Président du Comité de l'Acier inoxydable & des Alliages spéciaux du BIR, Michael Wright, de ELG Haniel, précisa aux participants à la réunion que la production mondiale d'acier inoxydable était susceptible d'atteindre les 32 millions de tonnes cette année, soit moins que les 35 millions de tonnes prévues. Après l'été, la reprise de la demande de produits en acier inoxydable ne fut pas aussi forte qu'on l'avait espéré, tandis que les perspectives du dernier trimestre 2011 et du premier trimestre 2012 restaient "incertaines", déclara-t-il.

Dans son étude du marché américain, M. Hunter indiqua que les usines du pays n'avaient enregistré qu'une faible demande de ferrailles d'acier inoxydable, mais que la possibilité d'une baisse importante de la disponibilité des ferrailles au dernier trimestre 2011 et au premier trimestre 2012 avait eu comme conséquence une hausse des prix. Toutefois, on notait toujours une volonté de continuer à utiliser cette matière première, ajouta-t-il.

Concernant d'autres évolutions dont il fut question lors de la Table ronde, Ahmad Sharif, de Sharif Metals Est., confirma dans son rapport sur le Moyen-Orient qu'en Jordanie, le gouvernement avait

décidé d'imposer une taxe de 70 USD la tonne sur les exportations de ferrailles d'acier/d'acier inoxydable, et que cette nouvelle "avait déjà des conséquences sur le marché des exportations". Quant à Ildar Neverov, de la Steelway Limited Company, il mit en avant les difficultés permanentes pour se faire payer des consommateurs russes de ferrailles d'acier inoxydables, une situation que les fréquents changements des équipes de direction des usines ne simplifiait pas, ajouta-t-il.

Le rapport sur le marché des superalliages, établi par Phil Rosenberg de Keywell et lu en son absence par Danny Fischer de OneSteel Recycling, confirma que la demande de titane secondaire s'était ralentie suite à l'affaiblissement des marchés des ferrailles et de l'acier inoxydable, et qu'une reprise n'était pas attendue d'ici la fin de l'exercice 2011.

---

## Conseil International de l'Environnement

---

Les participants à la réunion du Conseil International de l'Environnement (CIE) du BIR ont appris que la 10<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP) de la Convention de Bâle réunies en Colombie a enregistré "un véritable changement de philosophie" en ce qui concerne le recyclage des déchets.

Madame Katharina Kummer Peiry, Secrétaire exécutive de la Convention de Bâle Nations Unies-Parlement européen fit ainsi remarquer que la COP de la Convention de Bâle, qui avait eu lieu la semaine précédant la réunion du BIR, pouvait être considérée comme "le miracle de Carthagène" en raison de la "spectaculaire réussite" de cette conférence sur un certain nombre de sujets.

Le message politique global enregistré à cette Conférence des Parties était qu'il fallait réduire les déchets et les traiter "comme une ressource précieuse et non plus comme une charge coûteuse", dit-elle. La reconnaissance que le recyclage peut être hautement bénéfique si il est conduit de façon saine au niveau social et au niveau environnemental démontre que la Convention de Bâle est plus uniquement centrée sur le contrôle et l'interdiction des échanges des déchets. Selon Madame Kummer Peiry cela représente "un important changement d'attitude de la part des gouvernements".

Soulignant que les déchets électroniques étaient actuellement le sujet "de loin le plus discuté" par la Convention de Bâle, Madame Kummer Peiry déclara que le « Partnership for Action on Computing Equipment (PACE) », mis en place lors de la 9<sup>e</sup> COP, était devenu une "plateforme fondamentale" de travail sur la gestion des équipements électroniques en fin de vie, et cela grâce à la participation active des gouvernements, des associations professionnelles et des entreprises commerciales. Le but final, expliqua-t-elle, était de définir des directives pratiques en tenant compte des remarques et des compétences de la profession.

L'accord pour savoir combien de pays et lesquels devraient finalement ratifier l'amendement concernant l'interdiction des exportations de déchets dangereux vers les pays en développement pour que cette interdiction devienne effective fit aussi partie de la réussite de la dernière COP en Colombie. Dix-sept pays déjà présents à la COP de 1995 mais qui n'ont pas encore ratifié cette interdiction devraient bientôt le faire pour faire partie de la Convention de Bâle. Mais cela pourrait prendre trois à cinq ans.

Olivier François, Président du CIE, insista sur l'importance d'une certification des entreprises de recyclage et d'une gestion saine pour l'environnement, et Robin Wiener, Président de la fédération américaine ISRI se joignit à Olivier François pour rappeler l'existence d'un certain nombre de systèmes de certification proposés au secteur. Madame Kummer Peiry expliqua que la certification des entreprises de recyclage faisait partie des critères requis pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets, et elle leur assura que les systèmes de certification existants seraient reconnus dans les travaux de la Convention de Bâle.

L'autre conférencier invité à Munich n'était pas vraiment un nouveau venu dans les réunions du CIE. Il s'agissait en effet de l'ancien Président du CIE, Alvaro Rodriguez de Sanabria, spécialiste des questions de radioactivité à la fédération espagnole de la récupération et du recyclage (FER), qui fit un rapport détaillé sur les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique en vue d'adopter un "Code de conduite pour les échanges commerciaux internationaux de ferrailles et de produits semi-finis". Il s'agirait d'un document non contraignant destiné à protéger les personnes, les biens et l'environnement des rayonnements ionisants dégagés par des matériaux radioactifs pouvant être présents par inadvertance dans les ferrailles et dans les produits semi-finis, et qui permettrait d'harmoniser l'approche des états membres de l'Agence, lorsque ces matières sont trouvées dans la nature ou dans un chantier principalement parce que ces matières radioactives peuvent passer les frontières.

Alvaro Rodriguez expliqua que "ça n'avait pas de sens" d'appliquer le principe selon lequel "c'est celui qui découvre la matière radioactive qui paie" notamment lorsque les recycleurs de métaux découvrent une source radioactive orpheline dans un arrivage de ferrailles. Il va de soi, ajouta-t-il, que ce ne peut être la faute d'un recycleur si cette source n'a pas été contrôlée plus en amont dans la chaîne.

Alvaro Rodriguez poursuivit son intervention en déclarant que le BIR avait démontré sa volonté de coopérer totalement afin de trouver la meilleure solution pour éviter ce type d'incidents. Il ajouta en outre que le BIR avait envoyé gratuitement à tous ses membres et à d'autres opérateurs du monde entier des affiches imprimées en plus de 10 langues qui donnent des conseils sur l'identification et la détection visuelle des matériaux radioactifs indésirables.



---

## Division Ferrailles

---

En ouvrant la séance, le Président de la Division Ferrailles du BIR, Christian Rubach, de TSR Recycling (Allemagne), exprima la crainte que l'Europe qui fut toujours considérée comme un marché économique tourné vers le libre-échange puisse bientôt montrer un autre visage dans un avenir pas si lointain.

“De plus en plus de voix s'élèvent au sein des différents états de l'UE et des institutions européennes à Bruxelles pour envisager une restriction aux exportations ou tout au moins le contrôle et la surveillance des exportations de ferrailles” vers les pays tiers alors qu' “il existe clairement un excédent de 20 à 30 millions de tonnes dans l'UE des 27”, fit-il remarquer. Il avertit les délégués en leur disant que si les exportations européennes de ferrailles devaient être soumises à des restrictions, il y aurait une baisse immédiate de leurs prix et des taux de recyclage.

Dans le cadre des rapports sur les marchés régionaux/nationaux, Blake Kelley, de Sims Metal Management (Etats-Unis) souligna que les prix du minerai de fer et de l'acier avaient eu “tendance à baisser” mais que la production d'acier “continuait à afficher des chiffres élevés”. Quant aux matières premières, les aciéristes “auraient besoin de reconstituer leurs stocks sauf si la consommation d'acier devait vraiment reculer”, affirma-t-il. “Plus ils attendent, plus leurs besoins en ferrailles deviendront urgents.”

Quant au Président d'EFR Tom Bird, de Van Dalen Recycling au Royaume-Uni, il estima qu'il était encourageant de constater que “des affaires se négociaient encore, ce qui signifiait qu'il y avait de la demande” ; et que bien que les prix aient baissé, les niveaux actuels “n'étaient pas aussi bas que certains l'avaient prévu”. Par rapport à la crise de 2008, ajouta-t-il, “nos clients sont plus solides, leurs entreprises mieux équilibrées et beaucoup plus capables d'obtenir de bons résultats malgré un marché en baisse”.

La croissance de la production sidérurgique indienne pourrait ne pas dépasser 5-6% cette année au lieu des 10-12% prévus à l'origine, annonça Zain Nathani du Groupe d'entreprises Nathani. Ayant souligné que de nombreuses aciéries du pays avaient réduit leur production d'acier en réaction aux disponibilités en minerai de fer, l'intervenant poursuivit en disant que les importations indiennes de ferrailles ne devraient pas dépasser les 4 millions de tonnes pour l'exercice 2010/11, alors qu'elles représentaient environ 4,75 millions de tonnes en 2009/10.

Dans son rapport sur la Russie et l'Ukraine, Andrey Moiseenko, de chez Ukrmet Ltd, annonça que l'Ukraine deviendrait "vraiment" un importateur de ferrailles l'année prochaine (en achetant essentiellement à la Russie et au Kazakhstan), grâce notamment au développement de la capacité de production nationale des fours à arc électrique.

L'offre de ferrailles fut un thème récurrent dans de nombreux rapports. Ainsi, par exemple, Hisatoshi Kojo de Metz Corporation signala que les prix des ferrailles avaient chuté "considérablement" dans la plupart des régions du Japon et ce en très peu de temps, mais que le flux des ferrailles destinées à l'exportation "avait également commencé à ralentir". Il conclut : "Personnellement, je prévois que le marché des ferrailles japonais touchera le fond d'ici fin octobre - début novembre et rebondira ensuite pour atteindre 34 000 à 36 000 yens la tonne (441,55 à 467,50 USD la tonne) au cours du premier trimestre 2012, en supposant que les retombées de la crise financière grecque soient amorties."

Les ferrailles resteront "structurellement rares" et par conséquent, les niveaux de prix resteront élevés, mais il y aura une certaine volatilité régionale, déclara en substance le Professeur Karl-Ulrich Köhler, autre conférencier invité et PDG de Tata Steel Europe.

Quant à Stefan Schilbe, Economiste en chef HSBC Trinkaus & Burkhardt AG, à qui on posa la question de savoir si le monde se dirigeait clairement vers une récession, il déclara : tout bien considéré, je pense que cela n'arrivera pas, même si un certain nombre de pays sont confrontés à de graves problèmes économiques. "Je n'envisage pas une forte baisse des prix des matières premières", ajouta-t-il.

---

## Division Papiers

---

Au troisième trimestre, la croissance du PIB en Chine fut sans doute la plus lente depuis deux ans, preuve que même le principal demandeur mondial de fibres recyclées n'a pas été épargné par la dernière crise économique, déclara le Président de la Division Papiers Ranjit Baxi, de J&H Sales International (Royaume-Uni). Il précisa aux délégués que les importations chinoises de fibres recyclées, sur l'ensemble de l'année 2011, étaient en passe de "dépasser légèrement" les 22,186 millions de tonnes de 2010, mais qu'elles étaient encore en dessous des 27,643 millions de tonnes de 2009.

M. Baxi poursuivit en se montrant préoccupé par le fait que, pour des raisons de qualité, les exportations de fibres recyclées européennes vers la Chine subissaient de plus en plus de pressions de la part des exportateurs d'autres régions du monde. Il lança un avertissement en disant que si la

Chine devait réduire ses importations, l'Europe risquait par conséquent d'être "la première à en souffrir".

L'importance de prévoir et de respecter des procédures de contrôle de qualité strictes fut également soulignée par Herman van der Meij, Directeur Commercial Viridor (Royaume-Uni) qui traite et recycle annuellement quelque 1,7 millions de tonnes de recyclables. Il expliqua qu'il y avait un besoin récurrent de contrôler les marchandises entrantes et de garantir que les produits sortants répondent bien aux normes fixées par les clients.

Lors de cette réunion qui couvrait un grand nombre de sujets, Ross Bartley, le Directeur Technique du BIR chargé des questions d'environnement, confirma que le processus d'établissement des critères de "fin d'appellation de déchets" dans l'UE avait pris du retard pour le papier recyclé, et qu'un vote important du Comité d'adaptation technique était attendu le 4 mai, ou après le 4 mai de l'année prochaine. Avant cela, la Présidente de la European Recovered Paper Association, Merja Helander, de Lassila & Tikanoja (Finlande), avait clairement rappelé que la « fin de l'appellation de déchets » était l'un des sujets les plus importants pour l'avenir du secteur en Europe. Dans sa présentation sur l'importance d'utiliser efficacement les ressources, le Directeur des projets environnementaux d'UPM, le Professeur Wilhelm Demharter, exhorta les pouvoirs politiques à accepter les fibres recyclées comme une ressource et non comme un déchet.

Lors de cette même réunion, l'entrée en vigueur en Espagne de la Directive européenne sur les déchets fut abordée par Francisco Donoso, de Reciclajes Dolaf SL. Cette nouvelle législation espagnole pouvait menacer les exportations de papier et de carton recyclés hors de l'UE alors que l'Espagne affiche un excédent de 8 millions de tonnes de fibres recyclées l'année dernière. Moins d'opportunités d'affaires entraîneraient une baisse des prix et une diminution des ressources financières consacrées à la collecte, affirma-t-il.

L'importance, au niveau mondial, des importations chinoises de fibres recyclées, fut mise en avant dans une autre présentation à Munich, faite par le Vice-Président de la Japan Recovered Paper Association, Nobutaka Okubo. Celui-ci révéla que l'an dernier, la Chine avait représenté 79,8% de l'ensemble des exportations japonaises de papier recyclé, soit juste un peu moins de 3,5 millions de tonnes. Sur les 4,374 millions de tonnes exportées par le Japon – tous pays inclus –, les cartons ondulés (OCC) représentaient 50,6% des volumes et les vieux journaux/magazines (OMG) 34,3%, ajouta-t-il.

Décerné pour la huitième fois depuis sa création en 2008, le Prix Papyrus de la Division Papiers du BIR fut remis cette fois-ci à Monsieur Jim Malone, responsable pour la gestion des 2 millions de tonnes de fibres et autres produits recyclés traités chaque année par la division recyclage du groupe papetier D S Smith basé au Royaume-Uni.

Le Président de la Division, Ranjit Baxi, décrit Monsieur Malone comme un homme passionnément engagé dans le recyclage du papier. Ayant rejoint la profession en 1987 lorsqu'il intégra Severnside Recycling, Mr. Malone dirigea rapidement l'usine de recyclage de la société à Croydon, au sud de Londres. Il y a dix ans, il devint Directeur des ventes et des achats de Severnside Recycling et récemment, il développa la stratégie commerciale qui transforma l'entreprise en « D S Smith Recycling ». Dans la profession, il fut toujours un acteur majeur du développement du recyclage du papier.

En acceptant le Prix Papyrus, Mr. Malone déclara que c'était "un grand honneur" et il parla de la responsabilité partagée dans la profession de maintenir le recyclage "parmi les priorités de l'ordre du jour politique". Avec une population mondiale prête à dépasser les 7 milliards d'individus et avec des ressources dont la disponibilité va se raréfier de plus en plus, "le recyclage n'a jamais été aussi important", insista-t-il.

Le Prix Papyrus est décerné deux fois par an, tantôt à une entreprise ou à une organisation, tantôt à une personne, en reconnaissance de leur action en faveur du recyclage du papier. Plus tôt dans l'année, lors du Congrès de Printemps du BIR à Singapour, il avait été attribué à la société APL, spécialisée dans l'expédition de conteneurs.

---

## Comité Pneus

---

Les programmes de responsabilisation des producteurs se sont avérés être une "vraie réussite" pour la gestion des pneumatiques en fin de vie (PFV) : c'est ce que déclara, en substance, au Comité des Pneus du BIR son Président, Barend Ten Bruggencate (Pays-Bas). Celui-ci souligna également que l'importance des fonds associés à ces programmes aurait pour conséquence que les frais de collecte allaient baisser partout en Europe.

Les chiffres les plus récents de la European Tyre & Rubber Manufacturers' Association (ETRMA) confirment que 2,494 millions de tonnes de pneus usagés ont été récupérés dans les 27 Etats membres de l'UE en 2009. Ces 27 pays de l'UE ont ainsi atteint un taux moyen de recyclage de 95%, contre approximativement 89% aux Etats-Unis et 91% au Japon si l'on tient compte des dernières statistiques disponibles, précisa M. Ten Bruggencate. Il ajouta que dans les 27 pays de l'UE, les frais de gestion des PFV atteignaient quelque 600 millions d'euros par an.

Le Président du Comité des Pneus expliqua également que dans l'UE, les mises en décharge des pneus usagés n'avaient cessé de diminuer depuis le milieu des années 1990, alors que les pourcentages de pneumatiques rechapés et réutilisés pour l'exportation n'avaient pratiquement pas

évolué. Il indiqua que, leur valorisation-matière et leur combustion pour la production d'énergie avaient connu une croissance importante au cours de ces dernières années. Il poursuivit en soulignant l'importance de développer des normes précises pour les matières provenant du broyage, les granules et la poudre dérivés des PFV, afin d'obtenir une confiance maximale de la part des consommateurs grâce à l'uniformisation de ces matériaux recyclés.

Dans son intervention, M. Ten Bruggencate attira aussi l'attention sur le fait que quelque 5,5 millions de tonnes de pneus usagés se trouvaient encore dans des décharges illégales ou des entrepôts de l'UE des 27.

Une intervention du conférencier invité Michael Hvam de Genan (Allemagne) avait également été prévue, mais ce dernier n'a pas pu être présent à la réunion pour raisons de santé.